

**SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE LA SESSION DE FOND DU CONSEIL  
ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES POUR 2007.  
GENEVE DU 02 JUILLET AU 05 JUILLET 2007**

**THEME  
ELIMINATION DE LA PAUVRETE : COMMENT Y PARVENIR ?**

**UN EXEMPLE DE PARTENARIAT ENTRE ACTEUR DE DEVELOPEPOMENT  
RURAL POUR MADAGASCAR**

**Randrianarison Jean Gabriel  
Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, du Plan et du Secteur Privé  
MADAGASCAR**

Le présent document relate le cas de quelques expériences de partenariat pour le développement au niveau de Madagascar. Il n'est donc pas un document scientifique ni d'analyse approfondie de thème. Il se focalise sur le monde rural, ce qui ne minimise pour autant l'importance de la population urbaine dans le développement.

### **I- CADRAGE GLOBAL : SITUATION DE L'EMPLOI DANS LE MONDE RURAL**

Le secteur agricole (agriculture, élevage, pêche) est de loin le premier pourvoyeur d'emploi à Madagascar selon l'EPM 2004. Elle regroupe 82,4% des actifs occupés dans l'ensemble de l'île, tandis qu'aucune des autres activités ne dépasse les 5% des emplois totaux. Ce secteur ne perd d'ailleurs sa position dominante que dans les GCU (Grands Centres Urbains, c'est-à-dire dans les six chefs-lieux de province ainsi qu'à Antsirabe), où un actif occupé sur deux exerce dans le commerce ou dans les services privés autres que l'enseignement, la santé, et le transport.

A part la domination du commerce et des « autres services privés » (49,5% de l'emploi total), l'emploi dans les GCU est caractérisé par l'importance relative du secteur secondaire. Toutes activités confondues (textile, BTP, Industrie alimentaire, autres industries), l'emploi y représente 19,6% des actifs occupés. Mais au-delà de ce constat immédiat, il est frappant d'observer que, lorsqu'on se déplace du milieu rural vers les GCU via les CUS (Centre Urbain Secondaire), le poids de chaque secteur en matière d'emploi est d'autant plus important que le milieu est urbanisé – ce qui montre donc aussi à quel point le secteur rural manque d'emplois dans *tous* les secteurs, sauf bien sûr dans le secteur agricole pour lequel c'est le fait inverse qui est constaté.

#### **Répartition des emplois selon le secteur d'activité et le milieu de résidence unité : %**

	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Agriculture/primaire	11,7	71,8	90,1	82,4
Industrie alimentaire	1,6	0,4	0,2	0,3
Textile	6,0	0,3	0,4	0,8
BTP	4,6	1,4	1,3	1,5
Autres industries	7,4	2,1	1,0	1,6
Commerce	21,2	9,6	1,7	4,0
Transport	5,9	1,5	0,6	1,1
Santé privée	0,6	0,2	0,1	0,1
Enseignement privé	2,1	0,8	0,2	0,4
Administrations publiques	10,6	4,0	2,0	2,9
Autres services privés	28,3	8,0	2,5	4,9
Total	100	100	100	100

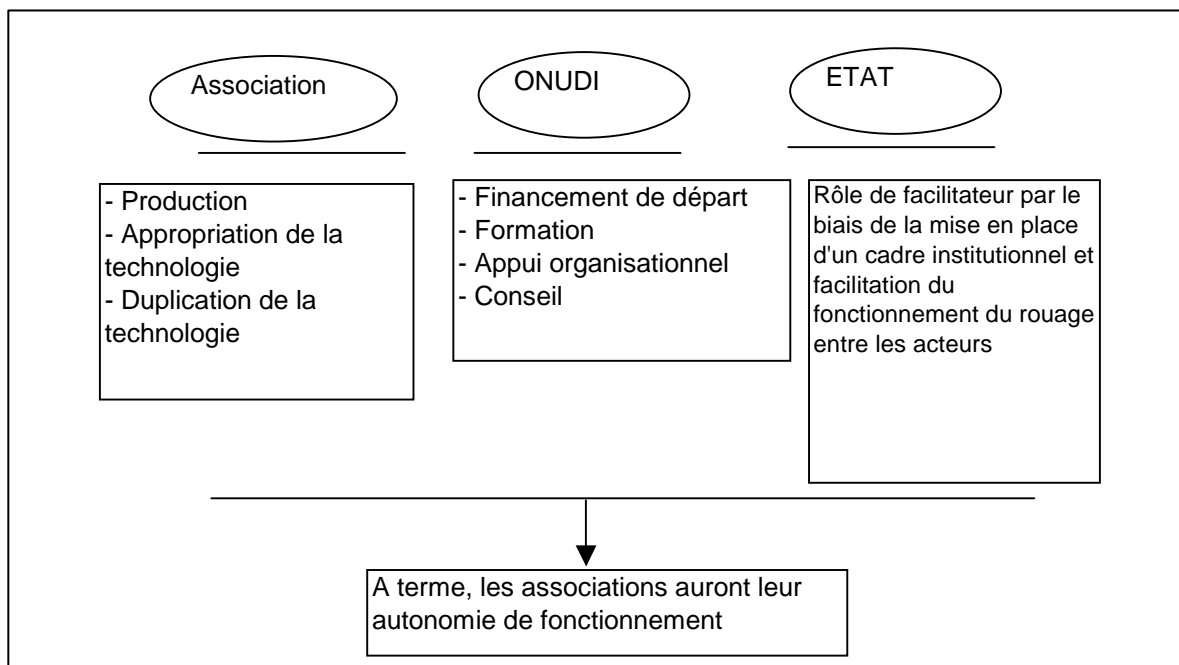
Source : Institut National de la Statistique de Madagascar

## II- UN EXEMPLE DE PARTENARIAT ENTRE ACTEURS DE DEVELOPPEMENT

### LA FILIERE SOIE

Le programme soie à Madagascar est un programme intégré de l'élevage jusqu'au tissage. Ce programme prévoit la mise au point technologique, l'organisation de formations et d'ateliers, le montage du système d'information et de documentation et l'élaboration des documents techniques. Pour l'élevage, deux centres ont été sélectionnés pour bénéficier d'un échantillon de vers à soie à fort potentiel importés du Japon et d'autres pays. Les organismes de grainage sont renforcés par la formation de leurs spécialistes et par les équipements de leurs laboratoires de grainage afin d'améliorer les performances et la qualité du matériel animal. Les experts internationaux ont introduit des outils de filature et de moulinage artisanal amélioré. Ces équipements sont facilement reproductibles et permettent d'obtenir un fil de soie plus fin et plus régulier.

#### Fonctionnement global du système



#### Impact

Actuellement les centres fonctionnent et l'appropriation des technologies est atteinte.

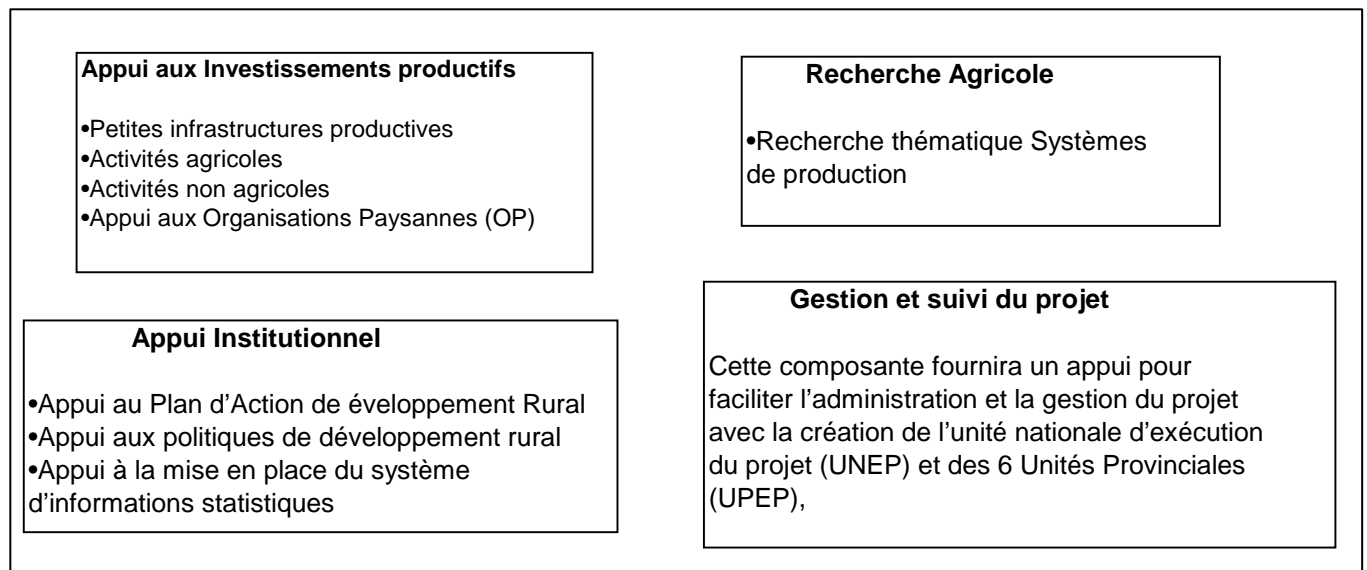
#### LE PROGRAMME PSDR (financement Banque mondiale).

#### Objectifs

Les principaux objectifs du PSDR sont :

- (i) Accroître la productivité et les revenus des petits agriculteurs de manière durable dans l'ensemble des régions agro-écologiques du pays couvertes par les 20 Groupes de Travail de Développement Régionaux (GTDR) ;
- (ii) Appuyer le développement des organisations de producteurs et groupes communautaires
- (iii) Réduire la pauvreté en milieu rural tout en préservant les ressources naturelles de bases.

## Le mécanisme



## Quelques impacts

### *En termes d'appui aux Investissements productifs*

• 2 820 sous projets d'investissements productifs, dont 449 réceptionnés et 2 371 en cours de mise en œuvre, sont appuyés au bénéfice de 34 246 familles rurales. Ces sous projets se répartissent en 528 infrastructures productives (111 réceptionnés et 417 en cours de mise en œuvre), 2 104 activités agricoles (304 réceptionnés et 1 800 en cours de mise en œuvre), 188 activités non agricoles (32 réceptionnés et 154 en cours de mise en œuvre). Le Projet a fait appel à 72 Partenaires Stratégiques dans la mise en œuvre des sous projets d'activités agricoles et d'activités non agricoles ;

- 126 communes sont appuyées dans l'élaboration de leur Plan Communal de Développement.
- 490 Organisations Paysannes ont bénéficié de renforcement de capacité technique et organisationnelle ;
- 394 prestataires ont reçu une formation sur l'Etude d'Impact Environnemental, l'élaboration de Plan Communal de Développement, la technique de mobilisation et renforcement de capacité des groupements paysans, la constitution de fonds d'épargne volontaire, la gestion des comptes et les obligations financières ;
- 316 Organisations Paysannes ont constitué des épargnes et sont affiliées à des caisses de microfinance.

### *En termes d'appui institutionnel*

- Mise en place du Système d'Information sur les Marchés : 14 Unités Régionales de Statistiques Agricoles mises en place et fonctionnelles, relevés hebdomadaires de prix sur 28 marchés ruraux réalisés ;
- Réalisation d'une enquête agricole légère sur un échantillonnage de 12 000 ménages ruraux ;
- Réalisation de l'"Etude de faisabilité de l'importation de vaches laitières".

### III- LE DEVELOPPEMENT RURAL ET LE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR MADAGASCAR

#### III-1 LE BUT DU MAP

Le but du MAP est de faire un saut qualitatif dans le processus de développement grâce à un plan innovant sur cinq ans qui mobilisera le peuple Malgache ainsi que les partenaires internationaux, démarrera une croissance rapide, mènera à une réduction de la pauvreté, et assurera le développement du pays en réponse aux défis de la mondialisation et conformément à la vision Madagascar - Naturellement ! et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement

Six défis sont mentionnés dans l'engagement du MAP relatif au développement rural à savoir :

Défi 1 : Sécuriser la propriété foncière

Défi 2 : Améliorer l'accès au financement rural

Défi 3 : Lancer la révolution verte

Défi 4 : Promouvoir les activités orientées vers le marché

Défi 5 : Diversifier les activités agricoles

Défi 6 : Accroître la valeur ajoutée agricole et promouvoir l'agrobusiness

#### III-2 LE ROLE DU PARTENARIAT DANS LE CADRE DU MAP

Le partenariat pour le développement est spécifiquement mentionné dans le document du Plan d'action pour Madagascar et ce dans la chaîne même de la mise en œuvre du MAP. Le schéma ci après retrace ce rôle primordial du partenariat pour le développement.

#### LE SYSTEME DE MISE EN ŒUVRE DU MAP



## **CONCLUSION ET REFLEXION**

Le partenariat s'avère être un atout considérable si il est exploité à bon escient c'est à dire de manière optimal. En effet les bénéficiaires outre les hausses de revenus pourront par effet multiplicateur faire profiter aux autres leur gain tant en terme de revenu qu'en terme de technologie. Mais dans le cas contraire (échec de partenariat), il pourrait être source de problème tant microéconomiques (non appropriation par les ménages voir source de discorde par les acteurs) que macroéconomiques (accroissement inutile de l'endettement d'un pays).